
SYMPOSIUM MONDIAL SUR L'URANIUM

Science | Santé | Environnement | Énergie | Économie | Droits humains | Société

Centre des congrès de Québec | 14-15-16 avril 2015 | www.uranium2015.com

Communiqué pour diffusion immédiate

Uranium du Canada : Entente avec l'Inde dénoncée par des experts internationaux

Québec, 15 avril 2015 — Les quelque 200 experts et délégués internationaux présents ce matin à l'ouverture du [Symposium mondial sur l'uranium](#) dénoncent d'une seule voix la vente possible d'uranium du Canada à l'Inde, un pays qui détient l'armement nucléaire et qui n'a pas signé le Traité des Nations Unies sur la non-prolifération (TNP) des armes nucléaires. En signant une telle entente, le Canada fragilise davantage le Traité de non-prolifération des armes nucléaires à l'aube de son examen quinquennal dans deux semaines à New York.

« L'attitude du Canada envoie un très mauvais message à l'ensemble de la communauté internationale concernant la nécessité de respecter et de renforcer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires » affirme Arielle Denis, directrice de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN - Europe - Moyen-Orient - Afrique), présente au Symposium.

« Le programme d'armement nucléaire de l'Inde est bien actif, avec notamment des essais nucléaires de bombardement faits il y a à peine quelques années. Les tensions entre le Pakistan et l'Inde sont également très élevées. L'attitude du Canada est inquiétante et irresponsable », selon Shri Prakash, l'un des participants indiens présent au Symposium mondial sur l'uranium.

« Même avec les règles en place, il n'y a aucune garantie que l'uranium du Canada ne puisse se retrouver un jour dans une bombe nucléaire », précise Dr. Gordon Edwards du Regroupement canadien pour la surveillance du nucléaire.

« Il faut renforcer le TNP et non le fragiliser davantage. Le Canada va à l'encontre de l'engagement d'Autriche lancé en décembre dernier, lequel vise à combler le vide juridique actuel pour rendre illégales la détention et l'usage de l'arme nucléaire. L'arme nucléaire est la seule arme de destruction massive non interdite pour l'instant par les conventions internationales », explique Arielle Denis de ICAN.

Rappelons que l'Inde a déjà échoué par le passé à respecter une entente qu'elle avait prise avec le Canada, après que l'Inde ait utilisé la technologie canadienne pour fabriquer et tester une bombe nucléaire dans les années 1970. Le Canada a alors stoppé toute vente de matériel ou de technologie nucléaires à l'Inde, une politique qui a prévalu jusqu'à ce jour.

Une délégation australienne présente au Symposium mondial sur l'uranium s'inquiète également de la négociation d'une entente semblable de vente d'uranium de l'Australie vers l'Inde.

-30-

Pour information :

- Arielle Denis, Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, 336 8714 8933, arielle@ican.org
- Mycle Schneider, Expert international en énergie et politique nucléaire, 33 620 63 47 37, mycle@orange.fr
- Dr. Gordon Edwards, Regroupement canadien pour la surveillance du nucléaire, 514-839-7214
- - Dave Sweeney, Australian Conservation Foundation, 61 408 317 812, d.sweeney@acfonline.org.au

- Shri Prakash, Cinéaste Indien présent au Symposium mondial sur l'uranium, prakash.shri@gmail.com
- Héloïse Fernandez, responsable des communications à Nature Québec, secrétariat officiel du Symposium mondial sur l'uranium, cell.418-931-1131, 418 648-2104, poste 2074, communications@naturequebec.org

***Le Symposium mondial sur l'uranium** est organisé conjointement par Médecins pour la survie mondiale (organisme affilié au Prix Nobel de la Paix de 1985), l'Association canadienne des médecins pour l'environnement, la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine, Nature Québec et le Regroupement pour la surveillance du nucléaire. Le Symposium reçoit également l'appui de l'Institut de développement durable des Premières nations du Québec et du Labrador, de l'Association internationale des médecins pour la prévention d'une guerre nucléaire (Suisse), de la Fondation Helen Caldicott, de MiningWatch Canada, de la Nation Crie de Mistissini, ainsi que de plusieurs autres partenaires locaux, nationaux et internationaux.*